



LES RACINES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES DE LA GUERRE AU SAHEL

Par Serge Michailof

Les dossiers  Will Agri

En ce début de décennie la France est engagée depuis 7 ans dans une guerre au Sahel dont on voit mal l'issue. L'objectif de cette analyse est de rappeler qu'après la guerre du désert focalisée sur le nord Mali, l'expansion djihadiste vers le sud et la multiplication rapide des actions armées depuis 3 ans dans les zones agricoles du centre du Mali, du nord et de l'est du Burkina et du nord-ouest du Niger se déroule dans un environnement de pauvreté, de fragilités et de piètre gouvernance locale. L'agriculture y est fragile, peu productive, menacée par le réchauffement climatique et la sécurité alimentaire incertaine. Certes les racines du (des) conflits en cours sont loin d'être essentiellement économiques. Interviennent en effet des perceptions d'injustice de la part de certaines communautés ou individus, un besoin de sécurité dans un contexte où presque tout le monde est armé, la volonté de vengeance après des exactions des forces armées nationales ou de groupes d'autodéfense, la tentation de poursuivre différemment le brigandage pour d'anciens coupeurs de route et enfin la dimension religieuse qu'il ne faut pas minimiser. L'analyse portera sur les trois pays qui sont au cœur de cette guerre, le Mali, le Burkina et le Niger.

Une caractéristique du déplacement du centre de gravité du djihadisme au Sahel vers le sud, est son articulation avec des conflits locaux larvés souvent anciens qui ont en quelque sorte sédimenté et dont la base est souvent économique. L'arrivée de noyaux djihadistes dans ces environnements difficiles et conflictuels, véritables barils de poudre, a servi et sert encore d'étincelle. Cette guerre du Sahel se présente finalement tant dans le centre du Mali qu'au Burkina, et ceci au-delà de son affichage djihadiste, comme un ensemble d'insurrections paysannes¹ et de conflits intercommunautaires. Ces conflits sont liés à une démographie incontrôlée, un sous-emploi massif, des dégradations environnementales, des problèmes fonciers ou à des difficultés économiques et sociales qu'une meilleure gouvernance locale et des programmes de développement adaptés auraient peut-être pu désamorcer.

Des économies marquées par le sous-emploi

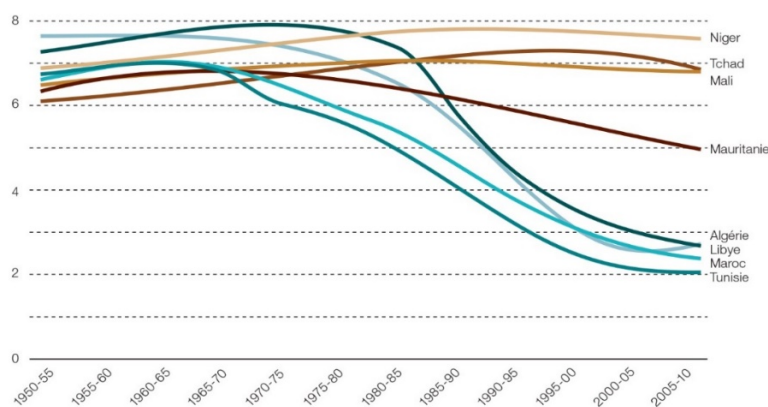
Toute cette région sahélienne souffre en premier de son enclavement. Les ports du golfe du Bénin sont à plus de 1000 km et de nombreux obstacles liés au mauvais entretien des infrastructures et aux contrôles routiers licites et illicites entravent les échanges régionaux. Le secteur privé est très faible par suite de cet enclavement, de l'étroitesse du marché intérieur, de coûts des facteurs élevés et d'un environnement des affaires défaillant. Le développement industriel reste très limité en dehors de la transformation primaire des produits agricoles (égrenage du coton - rizeries) et de l'uranium du Niger qui est en crise. La faiblesse de l'industrie et du secteur privé provoque un sous-emploi urbain généralisé et le développement d'un secteur artisanal et de services informel à très faible productivité. La révolution des TIC est par contre en cours avec une rapide pénétration du téléphone. Ces pays peuvent jouer un rôle de nœuds de communication régionaux entre le golfe du Bénin, en particulier la Côte d'Ivoire et le Nigéria avec le Maghreb. Mais cette activité est pour l'instant limitée à un commerce portant sur des biens présentant de forts différentiels de prix en particulier avec l'Algérie (fuel, pâtes alimentaires, téléviseurs, etc.) le transport des migrants, ou des activités franchement illicites (armes de Libye, cocaïne provenant d'Amérique latine, cigarettes du moyen orient, hashish provenant du Maroc ...)

¹ Voir à ce propos: "Les violences armées au Sahara- du Djihadisme aux insurrections" Mathieu Pellerin, IFRI, Nov 2019.

Une démographie hors de contrôle alimente une bombe sociale

La démographie qui est absolument hors de contrôle avec des taux de fertilité extrêmement élevés (de l'ordre de 7) et qui n'ont pratiquement pas changé depuis les indépendances, bloque ces pays dans une trappe à pauvreté. Le cas le plus inquiétant est certainement celui du Niger où la population est passée de 3 millions à l'indépendance à 21 millions aujourd'hui. Or le taux de croissance de la population augmente et atteint 4 % par an ce qui constitue un record mondial. Les perspectives à horizon 2035 pour ce pays (avec un minimum de 40 millions d'habitants) sont très inquiétantes au regard du potentiel agricole ou industriel. A l'horizon 2050 elles sont franchement angoissantes (de 60 à 89 millions d'habitants selon l'évolution du taux de fécondité). Cette démographie induit dans tous les pays des charges sociales insupportables en particulier en matière de santé et d'éducation, face aux cohortes de jeunes qu'il faut scolariser chaque année. Malgré des efforts budgétaires considérables et une rapide augmentation des taux brut de scolarité l'enseignement en milieu rural est très peu performant et inadapté ; la couverture sanitaire est insuffisante et de médiocre qualité.

Transition de la fécondité



Source : Perspectives démographiques mondiales : édition 2012, DAES, ONU

© Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE)

Extrait de la publication : OECD/SWAC (2014), Un atlas du Sahara-Sahel : Géographie, économie et insécurité, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, OECD Publishing, Paris. DOI : <http://dx.doi.org/10.1787/9789264222335-fr>

Une agriculture fragile à très faible productivité

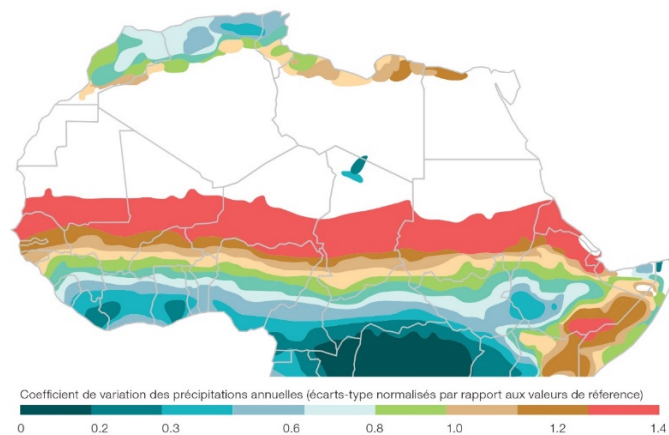
Le pays le moins bien doté en capacités de productions agricoles est le Niger dont la zone agricole est extrêmement restreinte (8% du territoire), le Mali bénéficiant en revanche d'un important potentiel en matière d'irrigation dans le delta intérieur du fleuve Niger. Au Burkina la question foncière devient particulièrement aigüe et nourrit le conflit largement perçu localement comme un affrontement entre paysans Mossis et éleveurs Peulhs (ce qui correspond à une vision très simplifiée). Toute cette région souffre d'une économie à très faible productivité, essentiellement fondée sur une agriculture extensive soumise à des chocs climatiques récurrents. Cette agriculture dont vit selon les pays de 70 à 80 % de la population reste ainsi une activité très aléatoire. Par suite de ces aléas climatiques, l'intensification de

l'agriculture pluviale est pour l'instant très risquée et peu rentable en dehors des périphéries urbaines et des zones irriguées et la consommation d'intrants chimiques est extrêmement faible (6 à 10 kg /ha). La production irriguée est certes en rapide développement, mais son impact sur la sécurité alimentaire reste et restera sauf au Mali marginal. Enfin l'avenir du pastoralisme transhumant est incertain face à l'extension vers le nord des zones de cultures et la disparition des jachères.

Une activité agricole très aléatoire

Malgré ces handicaps, la production agricole dans ces trois pays a globalement suivi les besoins d'une population en croissance extrêmement rapide, ce qui est remarquable vu ces conditions agro-climatiques défavorables. Même au Niger cette croissance agricole s'est globalement maintenue mais a toutefois été extrêmement volatile à cause de la vulnérabilité d'un secteur dépendant d'une pluviométrie très irrégulière. Ainsi, au cours des dernières années, la croissance agricole au Niger a connu des variations extrêmes (+16,2% en 2008, -9,5% en 2009, +16,7% en 2010 et -3,7% en 2011). Outre leurs effets immédiats sur la production du secteur et la consommation des ménages agricoles, l'impact de ces chocs continue à se faire sentir pendant plusieurs années, en décapitalisant les exploitations agricoles et les privant de leurs outils productifs, en entraînant des pertes fiscales et en devises pour le pays (dues à la diminution des exportations et l'augmentation des importations de denrées alimentaires) et en détournant des ressources financières substantielles pour gérer les crises au lieu de financer le développement du pays.

Coefficient de variation des précipitations annuelles, 1901-2006



Source: UK Met Office Hadley Centre ; University of East Anglia Climate Research Unit (CRU)

© Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE)

Extrait de la publication : OECD/SWAC (2014), Un atlas du Sahara-Sahel : Géographie, économie et insécurité, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, OECD Publishing, Paris. DOI : <http://dx.doi.org/10.1787/9789264222335-fr>

Une pauvreté accentuée par la démographie

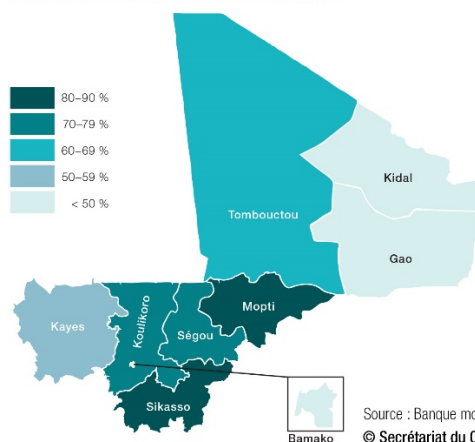
Malgré cette bonne croissance agricole, la pauvreté qui a diminuée en pourcentage a augmenté en termes absolus dans ces trois pays. Au Mali il est remarquable de souligner que la pauvreté est plus marquée dans les zones à fort potentiel agricole (manifestement mal valorisé) comme Mopti ou Sikasso que dans les régions semi désertiques comme Kidal et Gao qui vivent largement des divers commerces et trafics transsahariens, ou que la région de Kayes qui bénéficie d'importants transferts des migrants. Au Niger neuf pauvres sur 10 se trouvent en zone rurale. Or contrairement à ce que l'on pourrait attendre, les zones

les plus au sud, bénéficiant d'une meilleure pluviométrie, présentent des niveaux de pauvreté parmi les plus élevés du pays (certains cantons des régions de Tillabéri ou de Maradi connaissent ainsi un taux de pauvreté supérieur à 70%).

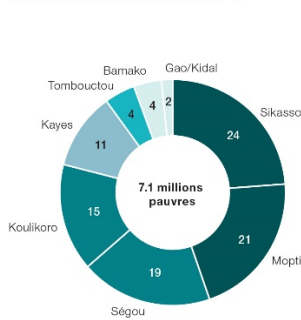
Un des facteurs déterminants du niveau de pauvreté rurale semble donc avoir été la forte augmentation de la densité de population dans le sud qui a réduit la superficie des exploitations et donc la production agricole et les revenus de chaque ménage.² Il faut noter que les régions où l'incidence de la pauvreté est la plus forte sont celles où la part de la population engagée dans l'agriculture est la plus forte et où la taille des familles et les ratios de dépendance sont aussi élevés. Les grandes familles tendent à être les plus pauvres, ce qui semble indiquer que bien que les activités agricoles exigent une main d'œuvre importante, l'accès de plus en plus difficile au capital foncier à cause de la pression démographique rend la productivité marginale de cette main d'œuvre de plus en plus faible.

Pauvreté au Mali

Pourcentage de personnes vivant sous le seuil de pauvreté



Répartition des pauvres par région (en %)



Source : Banque mondiale 2013

© Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE)

Extrait de la publication : OECD/SWAC (2014), Un atlas du Sahara-Sahel : Géographie, économie et insécurité, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, OECD Publishing, Paris. DOI : <http://dx.doi.org/10.1787/9789264222335-fr>

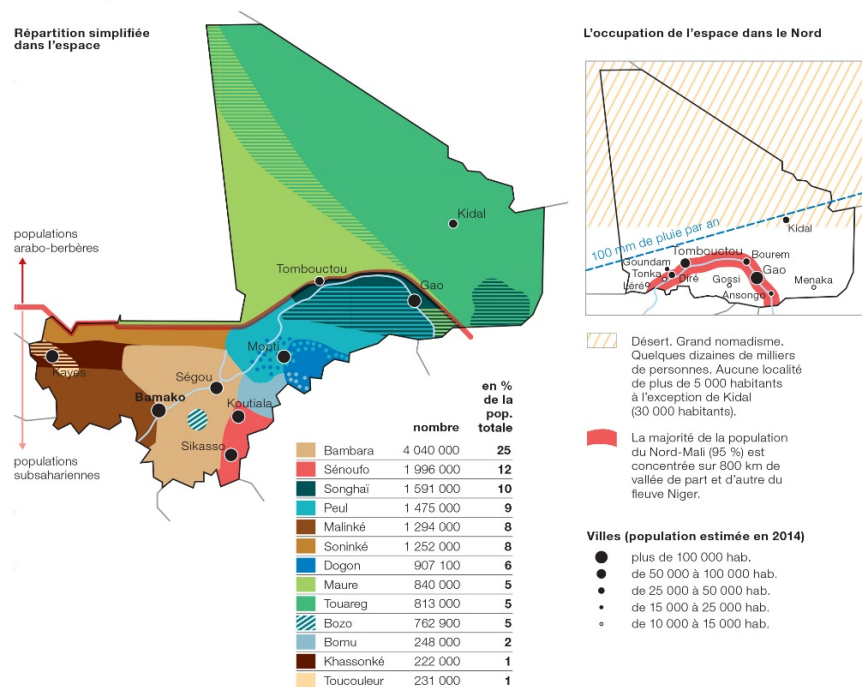
Des relations sociales intercommunautaires fragilisées par la démographie

Le système de production agricole extensif est fondé sur des rotations impliquant de longues jachères habituellement fertilisées par des troupeaux transhumant. Il était bien adapté et probablement optimal dans un contexte de très faible densité de population. Il était encore viable pour des densités atteignant environ 40 hab /km². Mais dans les régions où la pluviométrie permet l'agriculture pluviale sans risques excessifs, (plus de 350 mm), les densités dépassent fréquemment 100 voire 150 hab/km². Dans ces conditions, faute d'espace, les durées de mise en jachère diminuent, et dans les zones les plus peuplées les jachères disparaissent au détriment de la fertilité des sols. La réduction et disparition des jachères sont désormais une source de conflits constants entre agriculteurs et éleveurs dont les parcours sont bloqués par l'extension agricole. Les frictions habituelles entre communautés s'aggravent désormais par suite de la circulation des armes. Tant les éleveurs que les agriculteurs forment au Mali et au Burkina des groupes d'auto-défense qui procèdent à des règlements de comptes entre communautés aboutissant dans

² Analyse de Jean Paul Chausse - annexe 7 du rapport "Niger 2035 Une stratégie durable et inclusive" Ministère du Plan nov 2016

certains cas à des massacres. Les mosaïques ethniques d'une grande complexité compliquent singulièrement la résolution pacifique de ces conflits.

Perception tronquée des ethnies au Mali



© Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE)

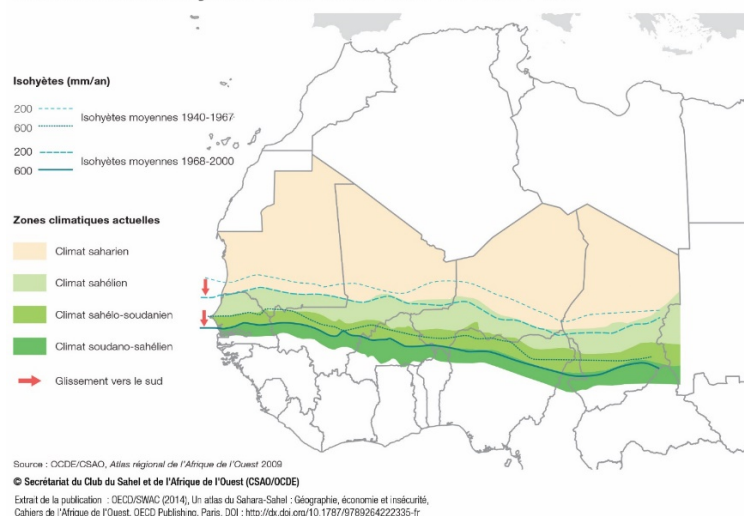
Extrait de la publication : OECD/SWAC (2014), Un atlas du Sahara-Sahel : Géographie, économie et insécurité, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, OECD Publishing, Paris. DOI : <http://dx.doi.org/10.1787/9789264222335-fr>

Une agriculture menacée par le réchauffement climatique

Dans ces conditions il ne faut pas s'étonner de conditions de vie rurale particulièrement misérables. Les villages ont très rarement accès à l'électricité³ et souffrent du manque d'entretien des pistes d'accès. Or en dehors des opérations cotonnières qui au Mali et au Burkina sont des succès, il n'y a ni mécanisme ni institution permettant d'agir rapidement et massivement sur les conditions de vie en milieu rural. Point particulièrement préoccupant, le déplacement historique des isohyètes vers le sud et le réchauffement climatique menacent cette agriculture à l'horizon 2035 en accroissant le caractère aléatoire des pluies. Ainsi, les pertes de rendement attendues sont de l'ordre de 20 à 30 % pour le mil et le sorgho.

³ Moins de 0,2 % de la population rurale du Niger dispose d'un accès à l'électricité.

Variation des isohyètes entre 1949-1967 et 1968-2000



Un équilibre alimentaire précaire

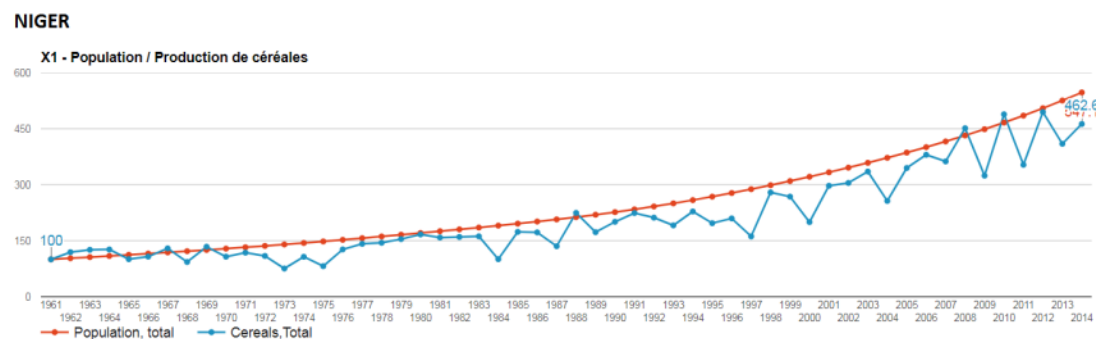
Le pays qui est le plus en risque en termes de sécurité alimentaire est le Niger qui se trouve le plus enclavé et doté de la superficie propre à l'agriculture la plus faible. Sa production céréalière est essentiellement constituée par le mil (75% de la production totale de céréales) et le sorgho (22%), le reste étant apporté par le riz. Globalement au Niger, la croissance des principales productions vivrières a été légèrement inférieure à la croissance démographique sur la période 1980–2018, avec un accroissement régulier du déficit comblé par des importations. Globalement en année de pluviométrie « normale », la production nationale couvre environ 85% des besoins de la population (autour de 3,5 millions de tonnes). Le déficit est comblé par des importations de mil, sorgho et niébé en provenance des pays voisins (Nigeria, Benin) et de riz provenant essentiellement des pays asiatiques. Ces importations varient d'année en année mais sont estimées en moyenne à environ 500.000 tonnes qui se divisent en importations officielles de riz, blé et maïs et importations non-officielles de mil et sorgho, principalement du Nigeria.

Dans toute la sous-région, beaucoup de ménages en zone rurale souffrent d'une considérable insécurité alimentaire. On estime ainsi que plus de 50% de la population nigérienne souffre d'insécurité alimentaire, saisonnière, transitoire (après un choc) ou chronique. Bien que la situation se soit améliorée au cours de la dernière décennie, l'insécurité alimentaire chronique extrême (ration calorique journalière de moins de 1.800 calories/jour) affecte encore plus de 20% de la population du Niger. On estime aussi que 40% des enfants de moins de 5 ans souffrent d'un retard de croissance et que la malnutrition aigüe frappe plus de 15% d'entre eux⁴. Dans les trois pays étudiés beaucoup de ménages ruraux ne peuvent pas produire suffisamment pour faire face à leurs besoins alimentaires et doivent donc en acheter une partie, en particulier pendant la période de soudure entre juin et septembre. Les plus pauvres vendent même une partie de leur production dès la récolte, pour subvenir à leurs autres dépenses. Cette insécurité saisonnière des ménages ruraux se double d'une grande vulnérabilité aux chocs climatiques. Ces chocs ont non seulement un impact immédiat sur la consommation des ménages mais aussi un impact à plus long terme sur leur pauvreté et leur vulnérabilité. Les ménages n'ont en effet qu'un nombre limité d'options pour faire face aux chocs : réduire leur consommation puis emprunter ou vendre leurs actifs

⁴ Jean Paul Chausse, op cit.

(bétail par exemple), ce qui les laisse endettés et réduit de façon durable leur capacité productive et leurs revenus.

Evolution comparée de la population et de la production céréalière au Niger



Des risques majeurs en perspective

Les marchés céréaliers de ces trois pays sont fortement intégrés entre eux et avec ceux des pays voisins et cette intégration joue un rôle majeur dans la sécurité alimentaire des régions à faible potentiel ou frappées par une insuffisance pluviométrique localisée. En cas de crise, les transferts de vivres assurés par le marché sont sans commune mesure avec le volume des transferts assurés par les organisations humanitaires. De plus, le marché répond dans des délais rapides, alors que la mobilisation de l'aide internationale est souvent très lente à se mobiliser. Le Nigeria joue à cet égard un rôle crucial. Sa production de céréales sèches est dix fois plus importante que celle du Niger et constitue la principale variable d'ajustement du marché céréalier régional et du marché nigérien en particulier.

Le système actuel fonctionne donc assez correctement, mais l'insuffisance de la production céréalière du Niger en année de pluviométrie normale pose un problème qui peut devenir dramatique en cas de forte sécheresse frappant non une zone réduite mais toute la sous-région comme ce fut le cas en 1974 et en 1984. Lors de ces deux crises majeures, le déficit a été comblé par des importations humanitaires et des cultures de contre saison. Mais ce qui était possible au Niger en 1984 pour une population de l'ordre de 7 à 8 millions ne sera pas possible dans 15 ans avec une population supérieure à 40 millions d'habitants, car la logistique ne le permettra pas par suite de l'absence de train, de l'engorgement prévisible des ports et de réseaux de pistes qui seront vite défoncés. Le Niger reste ainsi le maillon sahélien le plus faible en cas de sécheresse majeure frappant toute la sous-région à l'avenir.

Une crise alimentaire provoquée par l'insécurité

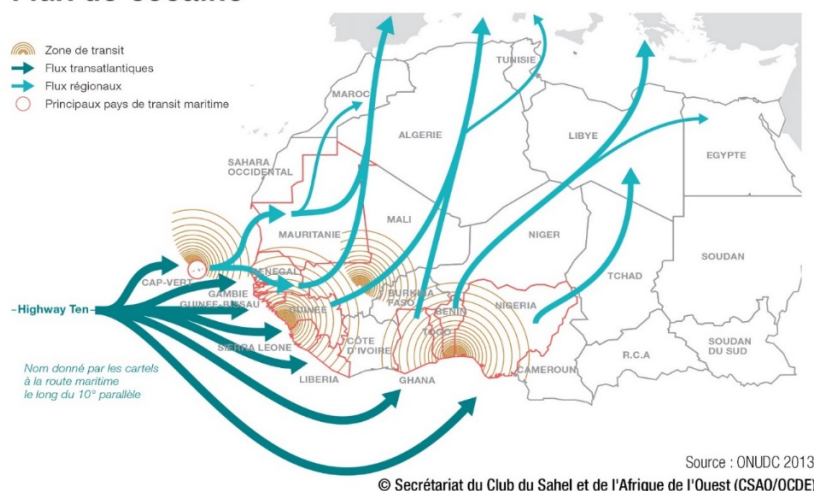
Aujourd'hui les problèmes alimentaires au niveau de la sous-région sont essentiellement la conséquence de l'insécurité. Depuis 2015 les populations rurales des zones en proie à l'insécurité se replient vers les centres urbains qui leur semblent mieux protégés. Ces mouvements de population qui avaient été jusqu'à l'an passé limités sauf au nord-est du Nigéria, sont de plus en plus importants, portent désormais sur plusieurs centaines de milliers de personnes et se produisent désormais au centre du Mali, au Nord et nord-est du Burkina et au nord-ouest du Niger. Les paysans ne cultivent plus leurs terres car les récoltes sont pillées, les marchés sont abandonnés pour la même raison, les commerçants rackettés et menacés par des enlèvements s'enfuient. La population se réfugie en ville et dans des camps de réfugiés elle est nourrie par la famille étendue ou par le PAM.

Des jeunes sans emplois et sans perspectives

Le décrochage du monde rural par rapport au milieu urbain où un minimum de services est quand même disponible (éducation primaire et secondaire, santé, électricité, eau potable...), ne peut que conduire à une accélération de l'exode rural et de l'émigration. Mais l'accroissement de population urbaine dans un contexte de stagnation des emplois formels et de faible productivité du secteur informel conduit à la constitution d'une bombe sociale urbaine que l'on a vu exploser une première fois au Burkina lors des émeutes de 2014. De manière générale cette démographie conduit à une situation explosive y compris en milieu rural où la population croît également de 1,5 à 2 % par an. Au Niger, en 2015 la cohorte des jeunes hommes qui est arrivée sur le marché de l'emploi était de 240 000. En 2035, elle sera de 576 000. *Où seront les emplois ?* L'accroissement rapide de la population rurale dans le cadre d'une agriculture qui peine à s'intensifier va rapidement poser des problèmes de paupérisation accrue, de migrations et de risques de dépendance alimentaire structurelle.

Ces risques sont accrus par des historiques récents d'instabilité politique qui ont frappé les trois pays qui sont au cœur des problèmes sécuritaires du Sahel (Niger, Mali et Burkina). Mais aussi par la vague de fond du salafisme et de l'islamisme radical particulièrement actif en milieu rural. Ils sont également accrus par les perspectives offertes aux jeunes sans emploi par l'insertion dans les réseaux mafieux qui contrôlent les trafics régionaux avec le Maghreb et par l'enrôlement temporaire ou permanent dans les groupes armés. De multiples trafics illicites, les plus inquiétants portant sur la cocaïne et le transport de migrants se sont développés depuis une décennie. Or de tels trafics tendent à corrompre et déstructurer les administrations des pays concernés comme on a pu le noter au Mali à partir de 2000. Le même phénomène risque, comme on le constate depuis 15 ans en Afghanistan, de menacer l'intégrité des administrations de tous ces pays et leur capacité à agir.

Flux de cocaïne



Extrait de la publication : OECD/SWAC (2014), Un atlas du Sahara-Sahel : Géographie, économie et insécurité, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, OECD Publishing, Paris. DOI : <http://dx.doi.org/10.1787/9789264222335-fr>

Des administrations et des institutions publiques dysfonctionnelles

Les raisons de l'inefficacité des administrations sont multiples mais largement liées à des politiques de recrutement et de gestion des ressources humaines qui sont déconnectées des considérations de mérite et de souci d'efficacité. Cette situation est particulièrement inquiétante car in fine ces trois gouvernements ne disposent pas des appareils d'Etat susceptibles de définir et mettre en œuvre de nouvelles politiques publiques et actions de terrain capables de répondre aux défis qui se posent à ces pays. Au plan sécuritaire cette situation explique l'effondrement des armées maliennes depuis 2012 et burkinabè depuis 2015 face aux groupes djihadistes, aux combattants mieux armés, mieux commandés et plus motivés {l'armée Nigérienne mieux organisée tenant encore un peu mieux le terrain}. Cette situation explique aussi l'échec des opérations EUTM et EUCAP financées par l'Union Européenne visant à entraîner les soldats maliens, car entraîner des soldats en suivant les normes OTAN ne signifie pas reconstruire une armée qui souffre essentiellement du népotisme, de la corruption de ses cadres supérieurs, de la mauvaise gestion de ses ressources humaines et de son matériel.

La situation est analogue dans les ministères techniques comme ceux de l'agriculture et de l'irrigation dont les capacités se sont largement effondrées au cours des crises politiques successives qui ont marqué ces pays depuis deux décennies. Au Niger où j'ai travaillé presque quotidiennement pendant 5 ans au cours des années 1980 avec les cadres du ministère de l'agriculture lorsque je dirigeais l'agence locale de l'AFD, j'ai retrouvé lors de mes missions en 2016/17 les plus anciens de ces cadres qui m'ont fait part de leur amertume face à des hiérarchies successives incompetentes nommées par les pouvoirs politiques des années de crise (1990), au gonflement des frais de personnel, à la disparition des moyens d'intervention et à l'effondrement des capacités de l'institution. Ils allaient prendre leur retraite sans pouvoir transférer leur savoir-faire technique considérable acquis sur le terrain au cours des années 1980 à de nouvelles recrues. Celles-ci sont déjà découragées par le manque de moyens, le manque de motivation d'un encadrement incompetent ou cherchant essentiellement à se « caser » dans les projets des bailleurs de fond où la paye est infiniment meilleure.

Un mode extensif de développement agricole qui atteint ses limites

Dans toute la sous-région, l'accroissement de la production agricole s'est fait par un accroissement des superficies, l'abondance des terres permettant jusqu'ici de pérenniser les modes de production extensifs. La croissance démographique ayant entraîné la raréfaction des terres disponibles, la pression qui s'exerce sur les ressources en terres agricoles est maintenant très forte. La superficie cultivée par famille est petite (4 hectares en moyenne) et s'amenuise graduellement. La pression exercée sur les terres limite aussi les possibilités de mise en jachère et la réduction des jachères provoque l'épuisement des sols et la baisse des rendements. La superficie cultivée tend à ne plus pouvoir satisfaire les besoins alimentaires des familles avec les pratiques culturales et les rendements actuels. Le mode extensif de développement agricole a clairement atteint ses limites ce qui est très préoccupant dans un contexte où l'intensification « classique » fondée sur les semences sélectionnées et la fertilisation par des engrais chimiques n'est pas envisageable car trop coûteuse et trop risquée. Il est maintenant impossible d'imaginer une réduction rapide de la pauvreté rurale et un accroissement des perspectives d'emploi sans une véritable révolution agraire.

Pourtant des solutions ne manquent pas

Un début d'intensification commence à voir le jour autour des villes, avec un accroissement de l'utilisation d'intrants (semences sélectionnées et, dans une moindre mesure, engrais). Mais cette première phase est limitée aux zones situées à proximité de marchés urbains ou bien desservies par des routes et pistes entretenues. En dehors des zones cotonnières et de quelques opérations ponctuelles financées par l'aide internationale, on ne voit pas de programmes ambitieux d'intensification agricole, reposant sur l'association agriculture-élevage, avec embouche et fumure animale. Rares sont également les actions de rénovation foncières à grande échelle si bien décrites par René Billaz, dans son dernier ouvrage⁵.

Ces techniques fondées sur une agroécologie raisonnée permettent une meilleure utilisation des eaux pluviales en facilitant leur infiltration, assurent un « reverdissement » des terres par l'établissement de plantations d'arbres communautaires et la régénération naturelle assistée. Or elles ont fait leurs preuves, parfois même à grande échelle par exemple au Niger sur plusieurs centaines de milliers d'hectares au cours des années 1980. Les rendements céréaliers pourraient ainsi être doublés. Or ce sont des millions d'hectares qui devraient ainsi être travaillés. L'intensification et la modernisation de l'agriculture pluviale auraient dû et devraient encore être la priorité centrale de la stratégie de développement agricole du Sahel. Mais l'inefficacité des ministères de l'agriculture, la pagaille au sein de bailleurs de fonds qui se bousculent mais sont arrivés trop tard et restent très méfiants vis-à-vis du développement agricole et surtout les dangers voire l'impossibilité de travailler dans des zones rurales en proie à une insécurité grandissante laissent peu d'espoir de voir de tels programmes se mettre en place.

La fin de la guerre n'est pas pour demain

Voici par conséquent le contexte dans lequel se développe la guerre au cœur du Sahel. Le djihadisme s'étend dans un environnement de sous-emploi massif et d'une telle absence de perspectives que

⁵ « Faire du Sahel un pays de cocagne » René Billaz, l'Harmattan, Paris 2018. (René Billaz est l'ancien directeur scientifique du CIRAD et le fondateur de l'ONG Agronomes et vétérinaires sans frontières)

l'engagement de nombreux jeunes dans les groupes armés est devenu une décision rationnelle au simple plan économique. Voici donc l'environnement économique désastreux dans lequel opèrent nos soldats de l'opération Barkane. On comprend dans ces conditions que quelque puissent être les succès militaires de cette opération, la stabilisation de toute cette région ne peut pas être envisagée pour demain. D'autant que tel le génie qui est sorti de sa bouteille, un islam rigoriste et intolérant, exploite habilement les tensions et crises multiples qui déchirent désormais toute cette région. Dans un tel contexte, il est illusoire de penser que l'action militaire puisse à elle seule ramener la paix et la sécurité. Il est également illusoire de penser que l'aide au développement puisse y participer efficacement sans que soient abordées sérieusement les questions de gouvernance locale et de résolution des conflits, en particulier fonciers, par les pouvoirs politiques. La stigmatisation de la communauté Peule qui est en cours peut déboucher sur des massacres à grande échelle. Elle doit cesser et des négociations sont urgentes pour tenter de retisser le lien social. En tout état de cause la situation sécuritaire très dégradée rend maintenant extrêmement difficile et périlleuse toute opération de développement d'ampleur susceptible de desserrer les contraintes économiques. Quant à améliorer la gouvernance locale, réinstaller une administration territoriale qui soit à l'écoute des populations, le problème est essentiellement politique et reste pour l'instant largement un vœu pieux au Mali et au Burkina.

Serge Michailof est chercheur à l'IRIS et conseiller de plusieurs gouvernements. Il a été l'un des directeurs de la Banque mondiale et directeur des opérations de l'Agence française de développement. Dernier ouvrage paru : Africanistan.
